

LES CENTRAFRICAINS DÉCIDENT !

ÉDITORIAL RESTER AU FRONT



L'Autorité Nationale des Elections vient de passer le cap des dépôts des candidatures, débouchant de fait sur la dernière ligne droite du processus électoral en cours. Celle qui conduit aux opérations de distribution des cartes d'électeurs avant les campagnes électorales et enfin le vote. Mais avant d'arriver à ce stade, il a fallu tenir, résister et surtout croire que les élections étaient toujours possibles, en dépit des options, contradictoires qui, durant un certain moment, ont fait planer le doute. Les esprits n'avaient jamais été unanimes en faveur de la tenue des élections le 27 décembre 2020. Au-delà des frontières de l'A.N.E, très peu de gens y croyaient. Pourtant !

La date du 27 décembre était-elle tenable ? Une question qui, en somme, a balayé les esprits en sourdine, suscité des craintes, mais poussé l'A.N.E à plus d'abnégation, de détermination et de sacrifices aussi. Il a fallu être en mesure de supporter les intrigues de toutes sortes, pour pouvoir poursuivre les activités de terrain, gérer les innombrables défis, surmonter les obstacles naturels, structurels, conjoncturels, mais parfois humains, c'est-à-dire conçus et fabriqués de toutes pièces. Il a fallu tenir, tenir et encore tenir !

Après la phase des dépôts des candidatures, le doute n'étant plus permis, l'horizon des élections s'est enfin définitivement dégagé.

Dans ce bulletin:

Éditorial P1

A la Une P3

Reportage P4

**Espace Partenariat
P6**



ÉDITORIAL

RESTER AU FRONT

L'équipe de l'A.N.E appuyée par les partenaires au processus électoral, peut désormais, sans baisser la garde, pousser les dernières pièces de l'échiquier électoral. Le 27 décembre 2020, ce sera le premier tour des élections. Ouf ! Encore un peu d'effort et une page de l'histoire sera tournée. En fin de compte, c'est la République centrafricaine qui en sortira triomphante.

Julius Rufin Ngouade-Baba

Rapporteur général de l'A.N.E.

Porte parole.



Bangui / PNUD RCA

A LA UNE

LA LISTE ÉLECTORALE DÉFINITIVE VOIT LE JOUR

L'Autorité Nationale des Élections (A.N.E.), avec le support du Projet d'Appui au Processus Électoral (PAPEC) du PNUD RCA et les partenaires (UE, Gouvernement du Japon, l'Allemagne, le Royaume Uni et la France), a publiée la liste électorale définitive. Au total 1,8 millions d'électeurs centrafricains des 16 préfectures du pays et de la diaspora (13 pays) se sont enregistrés, 45,5% étant des femmes.

L'opération d'enregistrement des électeurs en République Centrafricaine a démarré le 30 juin et aujourd'hui la Centrafrique dispose d'un fichier électoral fiable et informatisé grâce au don du PAPEC de 4400 tablettes et la formation des agents utilisateurs par le PAPEC.



Il est important de noter que le processus d'enregistrement s'est déroulé dans le contexte du fléau qu'est la pandémie de Covid 19. Pour parer à une éventuelle transmission de la maladie, des kits de prévention composés de dispositifs de lavage de mains, de flacons de gel hydroalcoolique et de masques ont été remis aux agents des démembrements. PNUD RCA a financé cette activité dans sa totalité.



REPORTAGE

BOSSANGOA, UNE ADHÉSION TOTALE

Une bretelle s'ouvre vers le Nord à partir de la ville de Bossembélé. Elle conduit directement à Bossangoa, chef-lieu de la préfecture de l'Ouham. Une équipe de l'Autorité Nationale des Elections s'est rendue dans cette ville les 18 et 19 octobre 2020, pour superviser les opérations d'affichage des listes électorales dans cette partie densément peuplée de la République centrafricaine.

Au bout de quatre heures de route, la mission conduite par le responsable des opérations de l'Autorité Nationale des Elections est arrivée le samedi 18 octobre 2020, au soir à Bossangoa. Il a donc fallu attendre le lendemain pour se rendre sur le terrain, vérifier le niveau des opérations menées par les membres du démembrement de l'A.N.E.



Neuf heures du matin. L'équipe de supervision débarque au domicile du préfet de l'Ouham. Elle était précédée sur les lieux par les membres du démembrement, venus à la rencontre de l'équipe de Bangui. En toile de fond, des revendications liées aux activités de terrain. Au terme d'une heure d'échanges avec Monsieur Richard Gueregbagba, chef de mission, les animateurs locaux de l'A.N. E, satisfaits sont repartis, chacun dans sa zone de juridiction, en prélude au passage de la mission de vérification des listes. Une opération sensée permettre de constater le bon déroulement des affichages des listes et de recueillir les éventuels problèmes liés à cette délicate opération.

Le calme ici est plutôt évocateur de la volonté des citoyens de cette ville, habitués à voter à se rassurer de leur inscription. Ils tiennent à faire partie de ceux qui vont prendre part aux élections de décembre 2020. La sérénité des inscrits rassure. Pas de bousculade, chacun localise son nom sur la liste et s'en va. Plus bas, à trois cents mètres, c'est une école primaire ayant servi de centre d'enrôlement. Mais fait bizarre, ce sont des enfants de moins de 18 ans qui consultent avec soins les listes. On cherche alors à savoir en quoi cela peut bien consister. La réponse a été donnée par le président du démembrement de la ville de Bossangoa. Ce sont des enfants envoyés par leurs parents occupés, soit au champ, soit au marché. Les petits ont reçu la mission de vérifier si les noms de leurs parents sont effectivement inscrits sur les listes et de leur rendre compte. Jusque-là, il n'y a pas de problème susceptible d'inquiéter la mission venue de Bangui. Alors on poursuit la vérification.

REPORTAGE

A dix kilomètres sur la route qui mène à l'aéroport, des listes sont collées sur le mur d'un bâtiment appartenant à une ONG locale. Pour ce cas, ce sont des adultes qui sont debout, les yeux rivés aux listes. Juste à côté, un Monsieur assis, penché sur ses documents, enregistre la requête d'une dame, dont le nom figure sur la liste électorale, mais comportant une erreur de transcription. Situation bénigne en somme ! La dame ayant relevé cette erreur, exige que cela soit corrigé. C'est son droit ! Mais le vrai problème rencontré dans ce centre d'enrôlement, c'est que toutes les dates de naissance des inscrits ont été décalées d'un jour. Un recours gracieux devant les services de l'ANE suffit pour traiter un tel cas.



Quatorze heures. Le responsable des opérations de l'A.N.E reçoit le lot de toutes les requêtes de la ville de Bossangoa. Accompagné du Président du démembrement et d'un personnel de la Minusca, il se rend au tribunal de grande instance. Une rencontre a lieu avec le juge et des explications sont données, dans le but de faciliter le traitement des requêtes déposées par les candidats électeurs. Au terme de la loi, les juges ont dix jours pour se prononcer sur ces dossiers et ainsi permettre aux citoyens qui ont été inscrits, mais qui sont confrontés à des difficultés sur les listes d'électeurs, d'exercer leurs droits, en matière de vote. Le juge reçoit le dossier, explique la démarche à suivre et demande aux requérants de fournir les pièces qui manquent à leur dossier. Le ton est très professionnel dans les services de ce tribunal, ce qui annonce des perspectives conciliantes.

Il était seize heures, lorsque l'équipe conduite par Monsieur Richard Guérébagba a pris le chemin de retour, avec le sentiment de s'être acquittée de son devoir vis-à-vis des populations de la ville de Bossangoa.

Albert Mbaya, A.N.E.

ESPACE PARTENARIAT

LES FEMMES AU CŒUR DES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE MOBILISATION DU PROJET DE L'U.E POUR LES ELECTIONS EN RCA

Opérationnel depuis Octobre 2019 en Centrafrique, l'objectif principal du programme de l'Union Européenne pour la consolidation de la démocratie est de soutenir le processus électoral afin d'aboutir à la tenue des élections nationales et locales, tout en favorisant la mobilisation, l'adhésion, l'implication et la forte participation des femmes à toutes les étapes du processus électoral. En vue d'une représentation mieux équilibrée des femmes dans la vie politique et institutionnelle ainsi que dans les espaces de décision, le Projet UE-Enabel privilégie le soutien aux organisations, aux espaces, et aux stratégies dans lesquelles les femmes peuvent gagner en visibilité et agir. Il s'agit entre autres, de renforcer l'action du Forum des Femmes Parlementaires.

Le Forum des Femmes Parlementaires de Centrafrique (FFPCA) joue un rôle de plaidoyer et de défense de la place et du rôle des femmes dans la vie politique. Il réalise un travail d'influence pour faire évoluer le cadre légal vers plus de parité, et par leur exemplarité et leur redevabilité, les femmes parlementaires peuvent contribuer à influencer les décisions des femmes à s'investir dans la vie publique et politique au niveau national et local.

Trois grandes activités ont déjà été réalisées avec le FFPCA :

- Organisation de la célébration de la journée du 08 Mars 2020 sous le haut patronage de la 1ère Dame de Centrafrique;
- Organisation en vue de l'enrôlement des électeurs, de 2 ateliers de formation des journalistes des radios communautaires à Bangui et dans les circonscriptions électorales, animés par les femmes parlementaires;
- Organisation et tenue des causeries éducatives et formation avec les chefs de villages, des chefs de quartiers, des leaders religieux, des leaders communautaires pour leur témoignage en faveur de l'enrôlement des femmes et filles sans documents exigés par le Code Electoral. Ces activités ont été menées dans les circonscriptions électorales des femmes parlementaires. D'autres actions de sensibilisation et de plaidoyers pour le positionnement stratégique des femmes candidates sont en vue.



ESPACE PARTENARIAT

Le projet de l'Union Européenne pour les élections va continuer son travail d'appui au FFCA après les législatives, en accompagnant l'Assemblée Nationale pour une intégration effective de la dimension genre au sein de l'Institution et pour une meilleure représentation et promotion des intérêts des femmes et des filles dans les travaux parlementaires.

En plus de l'accompagnement constant à la mise en œuvre des actions du FFPCA, le projet Election de l'Union Européenne appuie la démocratie au niveau local.

Le Programme veille à prendre en compte les contextes particuliers en RCA et soutient des actions qui permettent d'engager une appropriation des enjeux et principes démocratiques au niveau local. Il s'agit de la mobilisation des autorités traditionnelles pour les opérations d'enregistrement des électeurs (sensibilisation sur leur rôle dans la définition du registre électoral...); promotion de règles démocratiques dans la vie des organisations locales. Le projet de l'Union Européenne pour les Elections a donc organisé des séances de causeries éducatives, de sensibilisation avec l'appui des Maires des 8 Arrondissements de Bangui pour responsabiliser les leaders religieux, les leaders communautaires pour leur témoignage en faveur de l'enrôlement des femmes et filles qui ne possèdent pas les documents exigés par le Code Electoral.

Ces mêmes rencontres ont eu lieu dans l'arrière-pays. L'appui des autorités a également été sollicité pour la vérification des noms sur les listes électorales. Voici une image qui témoigne de cette réalité.

Mme Gisèle Bédani, crieuse publique du 5ème arrondissement de Bangui s'adressait alors, le 17 Octobre aux médias, lors du lancement de la campagne de sensibilisation à la vérification des noms sur les listes électorales pour souligner la pertinence de cette campagne :

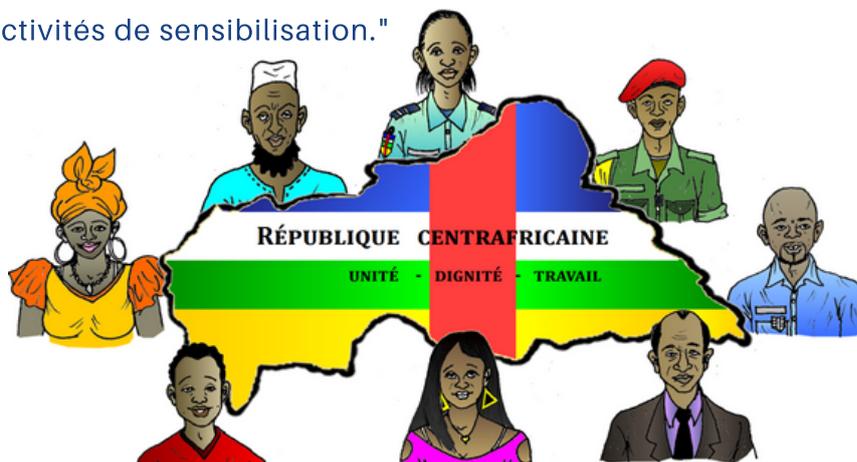
« Des cas de modifications dans l'identification de certains électeurs ont été constatés. Les noms sont souvent mal écrits, les localités différentes. Il est très important de se rendre dans les circonscriptions respectives, afin de vérifier l'identité des personnes enregistrées et d'avoir accès à la carte d'électeur pour toutes les échéances électorales », a-t-elle déclaré.



DES NOUVEAUX OUTILS DANS L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION DES ELECTEURS

UNE BOUSSE POUR LA SENSIBILISATION

Le Projet d'Appui au processus Électoral (PAPEC) vient de publier le Manuel de Sensibilisation et Éducation Civique et Électorale. Le conseiller Technique Principale du PAPEC, M. Sidi Diawara a souligné que ce manuel a un triple objectif: "réussir un processus apaisé et inclusif; mobiliser le plus grand nombre de Centrafricains pour participer aux scrutins; et assurer la cohérence et l'harmonisation des activités de sensibilisation."



Le PAPEC et l'A.N.E avaient organisé un atelier de validation du Manuel de Sensibilisation et d'Éducation civique et électorale à l'usage des organisations de la société civile centrafricaine le mois de juillet. L'objectif de cet atelier était, la validation de ce manuel de travail. Il est à noter que cet outil a permis à l'organe de gestion des élections, l'A.N.E. de coordonner et d'harmoniser messages et approches en matière d'information, de sensibilisation et de mobilisation des électeurs.

Le PAPEC finance aussi des projets de sensibilisation électorale et d'éducation civique portés par 6 organisations de la société civile (OSC). La finalité de ces actions est de parvenir à une participation citoyenne éclairée dans le processus électoral.

